

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

A R R Ê T É

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

**DIRECTION
DES AFFAIRES LOCALES**

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1990 autorisant M. Yvon BOURGAULT à exploiter à ANDEL, au lieu-dit "Le Bignon", un élevage de 1 144 porcs de plus de 30 kg avec un post-sevrage de 240 places ;
- VU la demande présentée le 17 mars 1993 par l'E.A.R.L. du BIGNON en vue de :
- 1°) - la restructuration et l'extension de cet élevage qui comprendra, après travaux, 1 502 porcs de plus de 30 kg avec un post-sevrage de 800 places ;
- 2°) - le maintien de l'unité de traitement annexe autorisée à titre temporaire, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux d'ANDEL du 9 juin 1993, PLANGUENOUAL du 29 juin 1993, LAMBALLE du 11 juin 1993, SAINT-ALBAN du 21 juin 1993, MORIEUX du 7 juin 1993, COETMIEUX du 2 juin 1993, MESLIN du 27 mai 1993, HILLION du 3 juin 1993, POMMERET du 25 mai 1993 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, émis respectivement les 16 juin, 15 juin, 14 mai 1993 ainsi que celui du Directeur des Affaires Locales en date du 14 juin 1993 ;
- VU les rapports favorables de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date des 11 octobre et 10 décembre 1993 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 29 octobre 1993 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

- a) - Le présent arrêté abroge et remplace celui du 26 novembre 1990 susvisé.
- b) - L'E.A.R.L. du BIGNON, demeurant à ANDEL, au lieu-dit "Le Bignon" est autorisée à exploiter à cette adresse (section ZC n°s 76 et 72), conformément aux plans annexés à la demande :
- 1°) - un élevage de 1 502 porcs de plus de 30 kg avec un post-sevrage de 800 places comprenant :
- | | | |
|-------------------------|-------|---|
| - élevage existant : | 1 144 | places engraissement
avec un post-sevrage de 240 places, |
| - élevage à créer : | 64 | places maternité, |
| (après restructuration) | 222 | places gestantes-verraterie, |
| | 72 | places engraissement
avec un post-sevrage de 560 places, |
- 2°) - une unité de traitement des lisiers par dénitrification (épuration biologique par boues activées en aération prolongée avec zones d'anoxie et lagunage),
- installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et des prescriptions techniques des articles suivants :

ARTICLE 2 -

Les Inspecteurs des Installations Classées dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Les analyses réalisées à partir des prélèvements effectués par des agents au cours des contrôles inopinés sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 -

Aux fins de contrôles, seront placés :

- un compteur horaire à lecture directe relié à une pompe volumétrique de 2 m³/h pour comptabiliser le lisier entrant dans la station,
- un compteur horaire à lecture directe relié à une pompe volumétrique pour comptabiliser les boues biologiques,
- un compteur horaire à lecture directe pour le ou les surpresseurs,
- un débitmètre enregistreur ou un système d'augets basculeurs pour comptabiliser les effluents traités.

ARTICLE 4 -

La totalité du lisier produit par l'exploitation sera acheminé par canalisation étanche vers l'unité de traitement installée conformément à l'étude d'impact.

ARTICLE 5 -

FLUX de POLLUTION MAXIMAL ADMISSIBLE dans la STATION d'EPURATION sur 24 HEURES	
VOLUME N.GLOBAL DBO5	12 m3 60 kg 300 kg

ARTICLE 6 - Qualité de la phase liquide traitée :

	FLUX MAXIMAL SUR 24 HEURES
VOLUME	11 m3
N.GLOBAL	1 kg
DBO5	2 kg

Qualité des boues :

	FLUX MAXIMAL SUR 24 HEURES
VOLUME	5 m3
N.GLOBAL	15 kg

ARTICLE 7 - L'exploitant procèdera à ses frais à des mesures portant sur les paramètres suivants :

- débit lisier entrant : 1 mesure/jour
- débit liquide traité : 1 mesure/jour
- débit boues biologiques produites : 1 mesure/jour.

Le service chargé de la maintenance passera 1 fois par semaine, il sera réalisé des contrôles par bandelettes de NH4 et N03 et des relevés de compteurs.

- 1 bilan matières 6 fois par an :
 - volume,
 - MES,
 - NK
 - N.NH4
 - N N03

Ces autocontrôles seront consignés sur un registre et adressés bimensuellement au service de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 8 - L'exploitant fera procéder, à ses frais, par un organisme agréé par l'administration, 1 fois par an, à des dates différentes, un bilan complet (prélèvement sur 24 heures asservis en débit) du fonctionnement des ouvrages d'épuration portant en particulier :

- les débits,
- les MES
- l'azote sous toutes ses formes (organique NH₄ N03.)
- DCO
- DBO
- MES
- PT

Les prélèvements devront portés au moins sur les points suivants :

- lisier brut
- les boues biologiques
- les effluents liquides
- les refus de tamis.

Le bilan sera adressé à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 9 - Les refus de tamis et les boues biologiques seront stockés dans un local couvert dans une fosse étanche d'une capacité de 750 m³.

ARTICLE 10 - Le liquide traité sera stocké dans une lagune de 1500 m³.

ARTICLE 11 - Les résidus organiques et les boues biologiques seront épandues sur les terres du plan d'épandage. La quantité annuelle ne sera pas supérieure à 1104 m³ contenant au maximum 4053 kg d'azote. Un cahier d'épandage sera tenu et à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 12 - Le liquide traité sera utilisé par irrigation entre le 1er Avril et le 31 Juillet pour les cultures et en période de déficit hydrique pour les terres en herbe. Le volume total ne sera pas supérieur à 2325 m³, contenant au maximum 233 unités d'azote. Un cahier d'irrigation sera tenu (date, volume, parcelle) et mis à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 13 - L'épandage par aérodispersion des liquides traités est autorisé sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls)
- la pression doit être basse (2,5 Bars en sortie de buse au maximum).

ARTICLE 14 - En cas de dysfonctionnement momentané le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de la station d'épuration. L'Inspection des Installations Classées sera immédiatement prévenue. En cas de dysfonctionnement prolongé ou arrêté, après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux seront réduits en rapport avec la surface d'épandage et la capacité maximale d'exportation des cultures présentées dans l'étude d'impact.

ARTICLE 15 - Tous les ouvrages de stockage (lisier, boues biologiques, liquide traité) devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident ou de chute.

ARTICLE 16 -

Sur une période de 5 ans, conformément au protocole inséré à l'étude d'impact un suivi agronomique sera effectué sur le phosphore et sur la potasse.

Le suivi de la potasse sera réalisé sur 3 parcelles de nature comparable. La parcelle ZC n° 32 ne sera pas irriguée avec le liquide épuré et servira de parcelle "témoin". Les parcelles ZC n°s 72 et 77 seront irriguées dans la limite de leurs capacités hydriques.

Le suivi du phosphore sera réalisé sur deux parcelles de nature comparable. Une parcelle "témoin" recevra du lisier brut, une autre parcelle recevra un épandage de boues chargées de phosphore.

ARTICLE 17 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 18 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 19 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 20 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie d'ANDEL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'E.A.R.L. du BIGNON.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'E.A.R.L. du BIGNON dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 21 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 22 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire d'ANDEL,
Le Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont
copie sera adressée à l'E.A.R.L. du BIGNON pour être conservée en permanence par
l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police
ainsi qu'aux maires de PLANGUENOUAL, LAMBALLE, SAINT-ALBAN,
MORIEUX, COETMIEUX, MESLIN, HILLION, POMMERET, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 17 JAN. 1994

LE PREFET
Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,



Jean-François PAGES